

PREFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n° 2015-145 du 14 août 2015 mettant en demeure la société HISPANO SUIZA sise 18 Boulevard Louis Seguin à Colombes, de respecter sous 3 mois, les articles 3.8, 4.3.1, 4.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 - emploi ou stockage de l'ammoniac – devenue n°4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;
- Vu** le décret du 9 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Christian POUGET, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine (classe fonctionnelle II) ;
- Vu** le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe) ;
- Vu** le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et précisant que l'ammoniac ne relève plus de la rubrique 1136 mais de la rubrique 4735, à compter du 1er juin 2015,
- Vu** l'arrêté MCI n°2013-76 du 11 novembre 2013 portant délégation de signature de Monsieur Christian POUGET, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement sous la rubrique 1136 de la nomenclature des installations classées,
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 mai 2015 modifiant celui précité du 19 novembre 2009 afin qu'il s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant de la rubrique 4735,
- Vu** le rapport en date du 7 juillet 2015 de Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la DRIEE faisant état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 22 juin 2015 ;
- Vu** le courrier en date du 9 juillet 2015 notifié le 15 juillet 2015 par lequel la société HISPANO SUIZA a reçu copie du rapport de l'inspection datée du 7 juillet 2015 a été informée qu'un arrêté de mise en demeure allait être pris à son encontre et qu'elle disposait d'un délai de 15 jours pour présenter d'éventuelles observations ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant,

Considérant le non-respect de l'article 3.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 (devenue 4735) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir l'absence d'inscription de façon indélébile du sens de fermeture des vannes sur le lieu de stockage d'ammoniac extérieur ;

Considérant le non-respect de l'article 4.3.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées ~~soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 (devenue 4735) de la nomenclature des~~ installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir l'absence de système de détection de gaz dans la zone de stockage d'ammoniac du magasin K;

Considérant le non-respect de l'article 4.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 (devenue 4735) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir l'absence de système d'extinction dans la zone de stockage extérieur ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Hauts-de-Seine ;

ARRETE

Article 1 :

La société exploitante HISPANO SUIZA, représentée par M. Thierry MERCIER, chef d'établissement, ~~est mise en demeure, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent~~ arrêté, compte tenu des enjeux en terme de risque accidentel, de respecter les conditions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1136 emploi ou stockage d'ammoniac devenue la rubrique 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, suivantes :

- inscrire de façon indélébile le sens de fermeture des vannes sur le lieu de stockage d'ammoniac extérieur, conformément à l'article 3.8 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 précité ;
- disposer d'un système de détection de gaz dans la zone de stockage d'ammoniac du magasin K, conformément à l'article 4.3.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 précité ;
- disposer d'un système d'extinction dans la zone de stockage extérieur, conformément à l'article 4.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 précité ;

Article 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales susceptibles d'être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 4 : Mesures de publicité

Une ampliation du présent arrêté sera affichée :

- d'une part de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société HISPANO SUIZA ;
- d'autre part, à la Mairie de Colombes, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5 :

Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, Madame la Maire de Colombes, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 14 août 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général

Christian POUGET

